



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 11/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NORIAP Hautvillers Ouville**

22 boulevard Michel Strogoff  
80440 Boves

Références : 2024-E30142  
Code AIOT : 0005107435

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement NORIAP Hautvillers Ouville implanté RD 1001 80132 Hautvillers-Ouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORIAP Hautvillers Ouville
- RD 1001 80132 Hautvillers-Ouville
- Code AIOT : 0005107435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP est autorisée à exploiter un silo sur la commune de Hautvillers-Ouville par arrêté préfectoral du 23 novembre 2012. Les activités de stockage de céréales sont soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la

protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- Explosifs
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions particulières applicables	Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Risques accidentels, permis de feu	Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 7.3.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions particulières applicables	Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 8.1.2.2	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 7.3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté les faits suivants :

- Il n'y a pas de contrôle annuel permettant de s'assurer du fonctionnement du détecteur de fuite et du bon état de la cuve, contrairement aux dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté du 23 novembre 2012.
- Les permis de feu et les autorisations de travail ne sont pas correctement complétés, contrairement aux dispositions de l'article 7.3.6.1 de l'arrêté du 23 novembre 2012.

Compte-tenu de ces constats, des demandes de justificatifs sont à fournir dans un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions particulières applicables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 8.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplages
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les portes implantées dans les découplages (...). <b>L'obligation de maintenir ces portes fermées</b> , hors passage du personnel, sera établie par consigne et clairement affichée.

<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats du 09/04/2024 :</b>  <b>Fait susceptible de mise en demeure :</b> L'inspection a constaté que les consignes relatives au rôle de cette porte et à son maintien en position fermée, ne sont pas respectées par le personnel.</p> <p><b>Constat de la présente inspection :</b>  Par courriel du 28/06/2024, l'exploitant a indiqué qu'ils avaient mis en place des actions correctives afin que le personnel respecte les consignes et comprenne les risques associés :  - sensibilisation sur le risque explosion de l'ensemble du personnel, réalisée le 30/05/2024 et rappel des consignes de sécurité (feuille d'émargement et support de sensibilisation transmis) ;  - consigne affichée sur les portes de découplage "Porte de découplage à maintenir fermée en permanence" ;  - contrôles hebdomadaires pour s'assurer que les portes de découplage sont fermées avec enregistrement (document en pièce jointe du courriel).  L'inspection a constaté que les 2 portes de découplage sont maintenues fermées. Une consigne est affichée sur chacune des portes, stipulant l'obligation de les garder fermées.  L'exploitant a présenté le tableau de consignation des contrôles hebdomadaires qu'il poursuit.  La dernière date présente sur le document est le 25/09/24.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 2 : Conditions particulières applicables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Stockage de liquide inflammables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose d'un stockage de gazole non routier dans une cuve de 1000 l double peau munie d'un détecteur de fuite.  Cette cuve fait l'objet d'un contrôle faisant l'objet d'un enregistrement à minima annuel permettant de s'assurer du fonctionnement du détecteur de fuite et du bon état de la cuve.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, le responsable de site a indiqué aux inspecteurs qu'il ne savait pas si la cuve disposait d'un détecteur de fuite et qu'aucun contrôle n'était réalisé sur la cuve à sa connaissance.  Par courriel du 21 octobre 2024, l'assistante QSE a transmis :  - la fiche technique de la cuve, confirmant la présence de la double peau ainsi que celle d'un témoin optique de fuite,  - un registre de vieillissement des structures, dans lequel il est mentionné que le responsable de site a effectué un contrôle du témoin optique, en précisant simplement : « Présence de témoin optique - RAS ».</p> <p><b>Cependant, aucun document ne mentionne le contrôle du bon fonctionnement du détecteur de</b></p>

fuite ni celui de l'état général de la cuve.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 3 mois, l'exploitant transmet le rapport de contrôle justifiant du bon fonctionnement du détecteur de fuite et du bon état général de la cuve.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction de feux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique. L'interdiction de fumer ou d'introduire des points chauds dans ces zones est affichée en caractères apparents et de façon visible.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que la prescription interdisant d'apporter du feu ou une source d'ignition dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion est respectée. L'interdiction de fumer et d'introduire des points chauds est affichée de manière visible dans ces zones.  Pour des interventions par points chauds, l'exploitant a présenté les permis de feu réalisés en juillet 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant veillera à nettoyer, voir remplacer la signalétique qui s'est abîmée avec le temps.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Risques accidentels, permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 7.3.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme, d'une source chaude...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un Permis d'intervention, éventuellement d'un Permis de feu et en respectant une consigne particulière. (...) Préalablement à la reprise de l'activité, un contrôle est réalisé pour constater la bonne exécution des travaux et l'évacuation du matériel de chantier. La disposition des installations en

configuration normale est vérifiée et attestée.

#### Constats :

L'exploitant a présenté 3 permis de feu réalisés en juillet 2024, l'autorisation de travail associée au permis de feu du 23/07/2024 et une autorisation de travail signée du 11/07/2024.

**Les permis de feu (PdF) et les autorisations de travail ne sont pas correctement complétés :**

- le PdF du 03/07/2024 indique que les travaux se sont terminés à 16h20 et la ronde effectuée 30 minutes après la fin des travaux a été faite à 16h20,
- le PdF du 23/07/2024 est le document original et non la copie (carbone) ; la nature du travail, l'heure de fin des travaux et les éléments liés à la surveillance de sécurité ne sont pas complétés,
- pour l'autorisation de travail du 23/07/2024, sont absents notamment les informations sur le donneur d'ordre, la description précise des travaux, la visite commune des installations, le numéro du permis de feu. L'analyse de risque conjointe et les mesures de protections semblent incomplètes puisque les travaux ont fait l'objet d'un permis de feu et seuls les « engins de manutention » et « les EPI obligatoires » sont cochés,
- pour l'autorisation de travail signée du 11/07/2024, sont absents notamment les informations sur le donneur d'ordre, le lieu précis des travaux, la visite commune des installations, l'analyse de risques conjointe. Les travaux ont porté sur le changement de flexible.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera la nécessité du nettoyage au balai compte-tenu du risque de mise en suspension des poussières.

Sous 3 mois, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les permis feu et les autorisations de travail sont correctement complétés. Il transmet à l'inspection les documents permettant de justifier que des actions correctives ont été mises en place : attestations de formation, copie des consignes, permis feu et autorisations de travail correctement complétés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois